

Loi n° 88-31 du 19 juillet 1988 modifiant et complétant l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages, p. 804.J.O.R.A. N° 29 DU 20/07/1988

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 148, 151 et 154;

Vu l'ordonnance n° 66-127 du 27 mai 1966 portant institution du monopole de l'Etat sur les opérations d'assurances;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966 portant code de procédure civile;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale;

Vu l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975 portant code civil;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur;

Vu la loi n° 80-07 du 9 août 1980 relative aux assurances;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 relative aux accidents de travail et aux maladies professionnelles;

Vu la loi n° 83-15 du 2 juillet 1983 relative au contentieux en matière de sécurité sociale;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,

Promulgue la loi dont la teneur suit:

Article 1er. - Les articles 6, 12, 16, 17 et 32 de l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages sont modifiés et complétés comme suit:

« Art.6. - En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation du véhicule, l'assurance continue de produire ses effets, de plein droit, jusqu'à l'expiration du contrat au profit de l'héritier et/ou de l'acquéreur conformément aux articles 23 et 24 de la loi n° 80-07 du 9 août 1980 relative aux assurances ».

« Art. 12. - L'Etat, les wilayas, les communes et, d'une manière générale, tout organisme public ayant réglé des indemnités ou autres avantages à leurs agents victimes d'un accident corporel de la circulation automobile sont subrogés dans les droits de ceux-ci à concurrence des sommes qu'ils ont versées ou mises en réserve à ce titre et ce, dans la limite du barème prévu en annexe ».

« Art. 16. - Les indemnisations allouées, à l'amiable ou par voie judiciaire, au titre des accidents corporels de la circulation doivent être fixées sur la base du barème prévu à l'annexe de la présente loi.

L'indemnité due aux mineurs, à quelque titre que ce soit, est versée obligatoirement sous forme de rente temporaire lorsque son montant est supérieur à quatre (4) fois le montant annuel du salaire national minimum garanti.

L'indemnité due aux victimes ou ayants droit majeurs reconnus incapables est versée obligatoirement sous forme de rente viagère lorsque son montant dépasse le seuil prévu à l'alinéa précédent ».

« Art. 17. - Outre les indemnisations prévues à l'article 16 ci-dessus, l'assureur ou le Fonds spécial d'indemnisation, selon le cas, est tenu au paiement ou au remboursement au profit de la victime ou de ses ayants droit »:

1°) des frais médicaux et pharmaceutiques ainsi que du coût des appareils de prothèse;

2°) des frais d'assistance médicale et hospitalière selon le tarif appliqué par tous les centres médicaux ou hospitaliers;

3°) d'une indemnisation compensant les pertes de salaires ou de revenus professionnels pendant la durée de l'incapacité temporaire;

4°) des frais de transport;

5°) des frais funéraires.

Le paiement ou le remboursement de ces frais est effectué sur production des pièces justificatives.

« Art. 32. - Les opérations financières du Fonds sont retracées dans les écritures du compte spécial n° 302-029 ouvert dans les écritures du Trésor;

Elles comprennent:

1) En recettes

a) les contributions des responsables non assurés d'accidents;

b) les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités;

c) les produits des placements du Fonds et les intérêts servis sur les fonds en compte courant du Trésor;

d) les majorations d'amendes dans le cadre des sanctions en matière d'obligation d'assurance automobile;

e) la contribution des assurés fixée à 3 % du montant des primes nettes d'annulation et de taxe, y compris leurs accessoires, encaissées au titre de l'assurance obligatoire;

f) le concours des entreprises d'assurance au prorata de leurs encaissements dans la branche « automobile » qu'elles exploitent à due concurrence des dépenses restant à la charge du Fonds spécial d'indemnisation;

g) toutes autres ressources pouvant être attribuées au Fonds spécial d'indemnisation.

Les contributions prévues aux alinéas a, d et e ci-dessus feront l'objet d'un décret pris sur le rapport du ministre des finances.

## 2° En dépenses

a) les indemnités et frais versés au titre des sinistres à la charge du Fonds spécial d'indemnisation et les indemnités pouvant être allouées aux entreprises d'assurances au titre des dossiers qui leur seraient éventuellement confiés en gestion par ses soins;

b) les frais de fonctionnement et d'administration du Fonds spécial d'indemnisation;

c) les frais engagés au titre des recours ».

Art. 2. - Il est à l'ordonnance sus - citée quatre articles 10 bis, 16 bis, 17 bis et 17 ter ainsi rédigés:

« Art. 10 bis. - L'assureur automobile n'est tenu à l'égard des victimes, de leurs ayants droits et/ou des organismes de sécurité sociale, de l'Etat, des wilayas et des communes qui leur sont subrogés, qu'au paiement des seules indemnités mises à sa charge par le barème.

Les recours exercés par les organismes de sécurité sociale, l'Etat, les wilayas ou les communes au titre de leur subrogation dans les droits des victimes, s'étendent à l'ensemble des prestations servies, à l'exclusion du capital - décès ».

« Art. 16 bis. - Lorsque l'accident est causé par un véhicule assuré, l'assureur est cité en même temps que les parties devant la juridiction pénale conformément au code de procédure pénale.

Le Fonds spécial d'indemnisation, pour ce qui le concerne, est cité dans les mêmes formes ».

« Art. 17 bis. - A titre transitoire, les modalités de remboursement forfaitaire par les assureurs ou le Fonds spécial d'Indemnisation de tous les frais médicaux ou pharmaceutiques engagés par les caisses de sécurité sociale, seront déterminées par voie réglementaire ».

« Art. 17 ter. - Les victimes ne justifiant pas de salaire ou de revenu au moment de l'accident, peuvent prétendre, si la durée d'immobilisation dépasse un mois et jusqu'à consolidation, au versement par l'assuré ou par le Fonds spécial d'Indemnisation, selon le cas, d'une indemnité mensuelle égale au salaire national minimum garanti ».

Art. 3. - Le barème des indemnisations des victimes des accidents corporels ou de leurs ayants droit annexé à l'ordonnance sus - citée est remplacé par le barème annexé à la présente loi.

Art. 4. - La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 juillet 1988.  
Chadli BENDJEDID.

## A N E X E

### FIXANT LE BAREME DES INDEMNISATIONS DES VICTIMES DES ACCIDENTS CORPORELS OU DE LEURS AYANT DROIT

#### I - SALAIRE OU REVENU DE BASE

Dans la limite et conformément au tableau figurant au IV du présent barème, le salaire ou le revenu professionnel de la victime sert de base au calcul de l'indemnisation due dans les cas suivants:

- Incapacité temporaire de travail,
- Incapacité permanente partielle ou totale de travail,
- Décès.

Le montant des salaires ou revenus professionnels servant de base au calcul des différentes catégories d'indemnisation qui suivent, ne doit pas excéder un montant mensuel égal à huit fois le salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

Les salaires à prendre en considération pour le calcul des indemnisations sont nets d'impôts et d'indemnités non imposables de toutes natures.

Les revenus professionnels doivent être nets de charges et d'impôts et doivent résulter d'une activité professionnelle réellement exercée par la victime.

Lorsque ce salaire ou ce revenu ne peut être justifié, l'indemnisation est déterminée sur la base du salaire national minimum garanti.

Toutefois, les victimes ne pouvant justifier d'un salaire ou d'un revenu professionnel et titulaires de certificats ou diplômes ou possédant l'expérience ou la qualification professionnelle leur permettant d'être recrutées à un poste de travail correspondant, sont indemnisées par référence au seuil minimum du salaire de base de ce dernier, net de charges et d'impôts, dans la limite et conformément au tableau figurant au IV du présent barème.

#### II - BASE DE CALCUL DE L'INDEMNISATION DE L'INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL

L'indemnisation de l'incapacité temporaire de travail s'effectue sur la base de 100 % du salaire de poste ou du revenu professionnel de la victime.

#### III - FRAIS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Les frais médicaux et pharmaceutiques sont payés et remboursés intégralement.

Ceux-ci comprennent:

- les frais de médecins, de chirurgiens, de dentistes et d'auxiliaires médicaux,
- les frais de séjour à l'hôpital ou à la clinique,
- les frais médicaux et pharmaceutiques,
- les frais d'appareillage et de prothèse,
- les frais d'ambulance,

- les frais de garde, de jour et de nuit,
- les frais de transport pour se rendre chez le médecin lorsqu'ils sont justifiés par l'état de la victime.

Dans les cas où la victime ne peut pas faire face aux débours de ces frais et, à titre exceptionnel, une prise en charge peut lui être délivrée par l'assureur.

Lorsque l'état de santé de la victime, dûment constaté par le Médecin - conseil de l'assureur, nécessite des soins à l'étranger, les frais y afférents sont pris en charge conformément à la législation en vigueur en matière de soins à l'étranger.

#### IV - BASE DE CALCUL DE L'INDEMNISATION DE L'INCAPACITE PERMANENTE PARTIELLE OU TOTALE

L'indemnisation de l'incapacité permanente partielle ou totale s'effectue sur la base du calcul du point suivant le tableau ci-après. Le capital constitutif est obtenu en multipliant la valeur du point correspondant à la tranche du salaire ou revenu professionnel de la victime par le taux d'incapacité permanente partielle ou totale.

La valeur du point, pour les salaires compris entre les différents paliers prévus au tableau ci-dessous, s'obtient par application de la règle proportionnelle.

TABLEAU

I	I	I	I
I	Salaire ou revenu	I	Valeur du point
I	annuel en dinars	I	en dinars
I		I	
I		I	I
I	9.600	I	1.010
I	9.700	I	1.020
I	9.900	I	1.030
I	10.100	I	1.040
I	10.300	I	1.050
I	10.500	I	1.060
I	10.700	I	1.070
I	10.900	I	1.080
I	11.100	I	1.090
I	11.300	I	1.100
I	11.500	I	1.110
I	11.700	I	1.120
I	11.900	I	1.130
I	12.100	I	1.140
I	12.300	I	1.150
I	12.500	I	1.160
I	12.700	I	1.170
I	12.900	I	1.180
I	13.100	I	1.190
I	13.300	I	1.200
I	13.500	I	1.210
I	13.700	I	1.220
I	13.900	I	1.230
I	14.100	I	1.240
I	14.300	I	1.250
I	14.500	I	1.260

I	14.700	I	1.270	I
I	14.900	I	1.280	I
I	15.100	I	1.290	I
I	15.300	I	1.300	I
I	15.500	I	1.310	I
I	15.700	I	1.320	I
I	15.900	I	1.330	I
I	16.100	I	1.340	I
I	16.300	I	1.350	I
I	16.500	I	1.360	I
I	16.700	I	1.370	I
I	16.900	I	1.380	I
I	17.100	I	1.390	I
I	17.300	I	1.400	I
I	17.500	I	1.410	I
I	17.700	I	1.420	I
I	17.900	I	1.430	I
I	18.100	I	1.440	I
I	18.300	I	1.450	I
I	18.500	I	1.460	I
I	18.700	I	1.470	I
I	18.900	I	1.480	I
I	19.100	I	1.490	I
I	19.300	I	1.500	I
I	19.500	I	1.510	I
I	19.700	I	1.520	I
I	19.900	I	1.530	I
I	20.100	I	1.540	I
I	20.300	I	1.550	I
I	20.500	I	1.560	I
I	20.700	I	1.570	I
I	20.900	I	1.580	I
I	21.100	I	1.590	I
I	21.300	I	1.600	I
I	21.500	I	1.610	I
I	21.700	I	1.620	I
I	21.900	I	1.630	I
I	22.100	I	1.640	I
I	22.300	I	1.650	I
I	22.500	I	1.660	I
I	22.700	I	1.670	I
I	22.900	I	1.680	I
I	23.100	I	1.690	I
I	23.300	I	1.700	I
I	23.500	I	1.710	I
I	23.700	I	1.720	I
I	23.900	I	1.730	I
I	24.100	I	1.740	I
I	24.300	I	1.750	I
I	24.600	I	1.760	I
I	24.900	I	1.770	I
I	25.200	I	1.780	I
I	25.500	I	1.790	I
I	25.800	I	1.800	I
I	26.100	I	1.810	I
I	26.400	I	1.820	I
I	26.700	I	1.830	I
I	27.000	I	1.840	I
I	27.300	I	1.850	I
I	27.600	I	1.860	I

I	27.900	I	1.870	I
I	28.200	I	1.880	I
I		I		I

TABLEAU (suite)

I	Salaire ou revenu annuel en dinars	I	Valeur du point en dinars	I
I		I		I
I		I		I
I		I		I
I		I		I
I	28.500	I	1.890	I
I	28.800	I	1.900	I
I	29.100	I	1.910	I
I	29.400	I	1.920	I
I	29.700	I	1.930	I
I	30.000	I	1.940	I
I	30.300	I	1.950	I
I	30.600	I	1.960	I
I	30.900	I	1.970	I
I	31.200	I	1.980	I
I	31.500	I	1.990	I
I	31.800	I	2.000	I
I	32.100	I	2.010	I
I	32.400	I	2.020	I
I	32.700	I	2.030	I
I	33.000	I	2.040	I
I	33.300	I	2.050	I
I	33.600	I	2.060	I
I	33.900	I	2.070	I
I	34.200	I	2.080	I
I	34.500	I	2.090	I
I	34.800	I	2.100	I
I	35.100	I	2.110	I
I	35.400	I	2.120	I
I	35.700	I	2.130	I
I	36.000	I	2.140	I
I	36.300	I	2.150	I
I	36.600	I	2.160	I
I	36.900	I	2.170	I
I	37.200	I	2.180	I
I	37.500	I	2.190	I
I	37.800	I	2.200	I
I	38.100	I	2.210	I
I	38.400	I	2.220	I
I	38.700	I	2.230	I
I	39.000	I	2.240	I
I	39.300	I	2.250	I
I	39.600	I	2.260	I
I	39.900	I	2.270	I
I	40.200	I	2.280	I
I	40.500	I	2.290	I
I	40.800	I	2.300	I
I	41.100	I	2.310	I
I	41.400	I	2.320	I
I	41.700	I	2.330	I
I	42.000	I	2.340	I
I	42.300	I	2.350	I
I	42.600	I	2.360	I
I	42.900	I	2.370	I

I	43.200	I	2.380	I
I	43.500	I	2.390	I
I	43.800	I	2.400	I
I	44.100	I	2.410	I
I	44.400	I	2.420	I
I	44.700	I	2.430	I
I	45.000	I	2.440	I
I	45.300	I	2.450	I
I	45.600	I	2.460	I
I	45.900	I	2.470	I
I	46.200	I	2.480	I
I	46.500	I	2.490	I
I	46.800	I	2.500	I
I	47.100	I	2.510	I
I	47.400	I	2.520	I
I	47.700	I	2.530	I
I	48.000	I	2.540	I
I	48.300	I	2.550	I
I	48.600	I	2.560	I
I	48.900	I	2.570	I
I	49.200	I	2.580	I
I	49.500	I	2.590	I
I	49.800	I	2.600	I
I	50.100	I	2.610	I
I	50.400	I	2.620	I
I	50.700	I	2.630	I
I	51.000	I	2.640	I
I	51.300	I	2.650	I
I	51.600	I	2.660	I
I	51.900	I	2.670	I
I	52.200	I	2.680	I
I	52.500	I	2.690	I
I	52.800	I	2.700	I
I	53.100	I	2.710	I
I	53.400	I	2.720	I
I	53.700	I	2.730	I
I	54.000	I	2.740	I
I	54.300	I	2.750	I
I	54.600	I	2.760	I
I	54.900	I	2.770	I
I	55.200	I	2.780	I
I	55.500	I	2.790	I
I	55.800	I	2.800	I
I	56.100	I	2.810	I
I	56.400	I	2.820	I
I	56.700	I	2.830	I
I	57.000	I	2.840	I
I	57.300	I	2.850	I
I	57.600	I	2.860	I
I	57.900	I	2.870	I
I	58.200	I	2.880	I
I	58.500	I	2.890	I
I	58.800	I	2.900	I
I	59.100	I	2.910	I
I	59.400	I	2.920	I
I	59.700	I	2.930	I
I	60.000	I	2.940	I
I	60.500	I	2.950	I
I	61.000	I	2.960	I
I	61.500	I	2.970	I

I	62.000	I	2.980	I
I	62.500	I	2.990	I
I	63.000	I	3.000	I
I	63.500	I	3.010	I
I	64.000	I	3.020	I
I	64.500	I	3.030	I
I	65.000	I	3.040	I
I	65.500	I	3.050	I
I	66.000	I	3.060	I
I	66.500	I	3.070	I
I	67.000	I	3.080	I
I	67.500	I	3.090	I
I	68.000	I	3.100	I
I	68.500	I	3.110	I
I	69.000	I	3.120	I
I	69.500	I	3.130	I
I	70.000	I	3.140	I
I	70.500	I	3.150	I
I	71.000	I	3.160	I
I	71.500	I	3.170	I
I	72.000	I	3.180	I
I	72.500	I	3.190	I
I	73.000	I	3.200	I
I	73.500	I	3.210	I
I	74.000	I	3.220	I
I	74.500	I	3.230	I
I	75.000	I	3.240	I
I	75.500	I	3.250	I
I	76.000	I	3.260	I
I	76.500	I	3.270	I
I	77.000	I	3.280	I
I		I		I

En rapport avec l'évolution du salaire national minimal garanti, la valeur du point est augmentée de 10 pour chaque tranche de salaire ou de revenu professionnel de 500 DA sans, toutefois, dépasser le seuil maximal prévu au 2ème alinéa du I.

Le montant annuel de la rente s'obtient en divisant le capital constitutif par le coefficient de rente apprécié selon l'âge de la victime d'après le barème prévu ci-après dans la présente annexe.

L'indemnisation due aux mineurs non salariés est calculée sur la base du salaire national minimum garanti ou selon le seuil minimal du salaire de base net d'impôts et de charges correspondant à leur niveau de qualification.

Cette indemnisation est effectuée dans la limite et conformément au tableau ci-dessus.

Lorsque le taux d'incapacité permanente partielle est égal ou supérieur à 50 %, il sera alloué à la victime, en plus de la rente, une indemnité compensant la perte éventuelle des allocations familiales versées par la sécurité sociale antérieurement à l'accident.

Au cas où la victime est atteinte d'une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % nécessitant l'assistance d'une tierce personne, le montant du capital ou de la rente viagère est majoré de 40 %.

L'assistance d'une tierce personne est déterminée par expertise médicale.

V - DU PREJUDICE ESTHETIQUE, DU PRETIUM DOLORIS ET DU PREJUDICE MORAL:

a) Du préjudice esthétique:

Les interventions chirurgicales nécessaires à la réparation d'un préjudice esthétique suivant expertise médicale sont remboursées ou payées intégralement.

b) Du pretium doloris:

L'indemnisation du pretium doloris déterminé par expertise médicale s'effectue comme suit:

1. Pretium doloris moyen: deux fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

2. Pretium doloris important: quatre fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

c) Du préjudice moral:

Le préjudice moral résultant d'un décès peut être réparé au profit de chacun du père et mère, conjoint (s) et enfants de la victime dans la limite de trois fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

VI - INDEMNISATION EN CAS DE DECES D'UNE VICTIME MAJEURE:

En cas de décès de la victime, le capital constitutif pour chaque bénéficiaire est obtenu en multipliant la valeur du point correspondant au salaire ou au revenu professionnel de la victime à la date de l'accident conformément au tableau ci-dessus, par les coefficients ci-après:

- conjoint (s): 30,
- chaque enfant mineur à charge: 15,
- père et mère: 10 pour chacun d'eux et 20 au cas où la victime majeure n'a laissé ni conjoint ni enfant,
- les autres personnes à charge (au sens de la sécurité sociale) 10 à chacun d'eux.

Les enfants mineurs orphelins intégraux bénéficient, à parts égales, de la fraction d'indemnité prévue en cas d'accident pour le conjoint de la victime.

La somme des capitaux constitutifs servis aux ayants droit conformément à l'alinéa ci-dessus ne peut excéder la valeur du point correspondant au salaire ou revenu professionnel annuel de la victime multipliée par 100.

En cas de dépassement, la part revenant à chaque catégorie d'ayants droit ferait l'objet d'une réduction proportionnelle.

L'indemnité allouée au titre des frais funéraires fixée à cinq (5) fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

#### VII - DE LA RENTE:

La rente à allouer à la victime ou à ses ayants droit ne peut, en aucun cas, excéder le salaire ou revenu professionnel de la victime au moment de l'accident.

Les rentes allouées en application de la présente loi sont revalorisées en fonction de l'évolution du salaire national minimum garantie.

#### VIII - INDEMNISATION EN CAS DE DECES D'UNE VICTIME MINEURE:

En cas de décès d'un enfant mineur, n'exerçant pas d'activité professionnelle, l'indemnisation s'effectue, au profit des père et mère à parts égales ou du tuteur que définit par la législation en vigueur, comme suit:

- jusqu'à 6 ans révolus: deux fois le montant annuel du salaire national minimum garanti à la date l'accident;

- au-delà de 6 ans et jusqu'à 19 ans révolus: trois fois le montant annuel du salaire national minimum garanti à la date de l'accident.

En cas de disparition du père ou de la mère, le survivant perçoit la totalité de l'indemnisation.

Cette indemnisation s'entend frais funéraires non compris.

#### IX - CAS EXCEPTIONNELS:

Les cas non prévus par le présent barème seront indemnisés selon les règles applicables en matière de sécurité sociale.

#### X - BAREM SERVANT AU CALCUL DE LA RENTE ANNUELLE VIAGERE:

I	I	I	I
I	Age a la constitution	I	Coefficient de la pension
I	I	I	I
I	I	I	I
I	0 an	I	18,379
I	1 an	I	18,491
I	2 ans	I	18,560
I	3 ans	I	18,549
I	4 ans	I	18,519
I	5 ans	I	18,479
I	6 ans	I	18,431
I	7 ans	I	18,379
I	8 ans	I	18,322
I	9 ans	I	18,260
I	10 ans	I	18,195
I	11 ans	I	18,125
I	12 ans	I	18,051
I	13 ans	I	17,974
I	14 ans	I	17,960
I	15 ans	I	17,935
I		I	I

I	16 ans	I	17,903	I
I	17 ans	I	17,815	I
I	18 ans	I	17,733	I
I	19 ans	I	17,656	I
I	20 ans	I	17,582	I
I	21 ans	I	17,511	I
I	22 ans	I	17,439	I
I	23 ans	I	17,364	I
I	24 ans	I	17,284	I
I	25 ans	I	17,196	I
I	26 ans	I	17,100	I
I	27 ans	I	16,996	I
I	28 ans	I	16,884	I
I	29 ans	I	16,764	I
I	30 ans	I	16,639	I
I	31 ans	I	16,508	I
I	32 ans	I	16,370	I
I	33 ans	I	16,227	I
I	34 ans	I	16,076	I
I	35 ans	I	15,919	I
I	36 ans	I	15,754	I
I	37 ans	I	15,582	I
I	38 ans	I	15,404	I
I	39 ans	I	15,219	I
I	40 ans	I	15,029	I
I	41 ans	I	14,833	I
I	42 ans	I	14,630	I
I	43 ans	I	14,419	I
I	44 ans	I	14,204	I
I	45 ans	I	13,975	I
I	46 ans	I	13,741	I
I	47 ans	I	13,500	I
I	48 ans	I	13,255	I
I	49 ans	I	13,006	I
I	50 ans	I	12,754	I
I	51 ans	I	12,501	I
I	52 ans	I	12,245	I
I	53 ans	I	11,987	I
I	54 ans	I	11,725	I
I	55 ans	I	11,459	I
I	56 ans	I	11,187	I
I	57 ans	I	10,910	I
I	58 ans	I	10,628	I
I	59 ans	I	10,340	I
I	60 ans	I	10,047	I
I	61 ans	I	9,749	I
I	62 ans	I	9,446	I
I	63 ans	I	9,139	I
I	64 ans	I	8,829	I
I	65 ans	I	8,517	I
I	66 ans	I	8,204	I
I	67 ans	I	7,892	I
I	68 ans	I	7,581	I
I	69 ans	I	7,272	I
I	70 ans	I	6,967	I
I	71 ans	I	6,509	I
I	72 ans	I	6,220	I
I	73 ans	I	5,936	I
I	74 ans	I	5,659	I
I	75 ans	I	5,391	I

I	76 ans	I	5,130	I
I	77 ans	I	4,878	I
I	78 ans	I	4,635	I
I	79 ans	I	4,401	I
I	80 ans	I	4,176	I
I	81 ans	I	3,960	I
I	82 ans	I	3,755	I
I	83 ans	I	3,642	I
I	84 ans	I	3,377	I
I	85 ans	I	3,209	I
I	86 ans	I	3,055	I
I	87 ans	I	2,915	I
I	88 ans	I	2,789	I
I	89 ans	I	2,673	I
I	90 ans	I	2,566	I
I	91 ans	I	2,460	I
I	92 ans	I	2,352	I
I	93 ans	I	2,237	I
I	94 ans	I	2,114	I
I	95 ans	I	1,977	I
I	96 ans	I	1,828	I
I	97 ans	I	1,656	I
I	98 ans	I	1,473	I
I	99 ans	I	1,233	I
I	100 ans	I	0,985	I
I		I		I

XI - BAREME SERVANT AU CALCUL DES RENTES TEMPORAIRES:

I	I	I	I
I	Age a la constitution	I	Coefficient de rente
I		I	
I		I	
I	0 - 1 an	I	12, 2838
I	1 - 2 ans	I	12, 5135
I	2 - 3 ans	I	12, 1128
I	3 - 4 ans	I	11, 6418
I	4 - 5 ans	I	11, 1386
I	5 - 6 ans	I	10, 6103
I	6 - 7 ans	I	10, 0572
I	7 - 8 ans	I	9, 4784
I	8 - 9 ans	I	8, 8730
I	9 - 10 ans	I	8, 2399
I	10 - 11 ans	I	7, 5780
I	11 - 12 ans	I	6, 8861
I	12 - 13 ans	I	6, 1629
I	13 - 14 ans	I	5, 4070
I	14 - 15 ans	I	4, 6172
I	15 - 16 ans	I	3, 7917
I	16 - 17 ans	I	2, 9291
I	17 - 18 ans	I	2, 0275
I	18 - 19 ans	I	1, 0851
I		I	